

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

QUARANTE-DEUXIÈME SESSION

*Documents officiels**



DEUXIÈME COMMISSION
14e séance
tenue le
jeudi 15 octobre 1987
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 14e SEANCE

Président : M. OUDOVENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine)

SOMMAIRE

POINT 85 DE L'ORDRE DU JOUR : CRISE DE LA DETTE EXTERIEURE ET DEVELOPPEMENT :
RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL (suite)

*Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.2/42/SR.14
19 octobre 1987

ORIGINAL : FRANCAIS

La séance est ouverte à 10 heures.

POINT 85 : CRISE DE LA DETTE EXTERIEURE ET DEVELOPPEMENT : RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL (suite) (A/42/157, 354, 357, 359, 410, 411, 477, 523, 562, 604; A/C.2/42/L.9).

1. Mgr FRANCO (Observateur du Saint-Siège) attire l'attention sur certains aspects moraux du problème de la dette. Des solutions justes ne peuvent être trouvées que dans le contexte d'impératifs éthiques reconnaissant la dignité et les aspirations légitimes de ceux qui sont le plus durement touchés par les conséquences de la crise actuelle, c'est-à-dire les populations pauvres des pays en développement. C'est le thème du document établi par la Commission pontificale "Justicia et Pax" (A/42/157). Le problème de la dette doit être l'occasion de manifester la solidarité de la communauté mondiale tout entière, dont l'une des caractéristiques est l'interdépendance croissante des économies de tous les pays. Cette interdépendance doit trouver son expression dans la reconnaissance de l'égale dignité de tous les Etats, et non plus dans la domination, les égoïsmes nationaux, l'inégalité et l'injustice. La confiance mutuelle est un principe essentiel auquel doivent souscrire aussi bien les nations créancières que débitrices.

2. Le caractère urgent de la crise dans certains pays, notamment en Amérique latine et en Afrique, appelle des mesures immédiates d'allègement de la dette. Du fait de leur mandat et de leur compétence, certaines organisations internationales, notamment le FMI, ont tout particulièrement pour mission d'aider les Etats à résoudre leurs difficultés monétaires immédiates. Créanciers et débiteurs doivent quant à eux reconnaître leur responsabilité commune dans la recherche de celles des causes de ces problèmes qui leur sont imputables. En particulier, les banques et les institutions des pays industrialisés doivent évaluer les répercussions de leurs propres actes sur la communauté internationale. De même, les gouvernements de ces pays doivent modifier leur politique économique si elle impose de trop lourds sacrifices à d'autres pays, notamment aux pays les moins avancés.

3. L'observateur du Saint-Siège exhorte toutes les parties concernées à partager le fardeau que constitue la dette extérieure pour les pays en développement, afin que les notions de fraternité, de solidarité, de paix et de développement pour tous les peuples aient un contenu concret. De leur côté, les dirigeants des pays en développement devraient avoir le courage civique et moral de faire comprendre à leur peuple la tâche qui incombe à chaque individu et à chaque catégorie sociale. Ils doivent établir des structures appropriées pour éviter que ne soient commis des abus dans l'emploi des ressources fournies dans le cadre de divers arrangements financiers internationaux. Pour leur part, les pays industrialisés et les organisations financières internationales doivent élaborer de concert un vaste plan de coopération et d'assistance en faveur des pays en développement.

4. M. BRAISH (Afghanistan) dit que le problème de la dette n'est pas seulement d'ordre économique ou financier, mais est devenu un problème politique pressant. Conjugués à la baisse des cours des produits de base, l'accroissement des sorties nettes de capitaux des pays en développement vers les pays développés et la hausse des prix des produits manufacturés ont creusé le fossé qui sépare les premiers des seconds. Le développement de plusieurs pays marque le pas, et certains des pays les moins avancés (PMA) ont même régressé.

5. L'encours de la dette extérieure des pays en développement et le montant annuel des dépenses d'armement sont à peu près équivalents. Des mesures de désarmement et une réduction des dépenses militaires permettraient de dégager d'importantes ressources additionnelles et de rembourser la dette en peu de temps. Rappelant que la huitième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, à Harare, a proposé des mesures précises pour atténuer les graves conséquences de la crise de l'endettement, M. Braish demande qu'elles soient pleinement appliquées par la communauté internationale, et trouve regrettable que les pays développés capitalistes ne manifestent pas la volonté politique nécessaire pour prendre les mesures d'urgence qu'appelle une solution efficace et équitable du problème de l'endettement. Aussi, la convocation d'une conférence internationale sur les questions monétaires et financières pour le développement est-elle particulièrement importante.

6. M. LE HUU HUNG (Viet Nam) déclare que la communauté internationale devrait procéder à une évaluation de la stratégie actuelle en ce qui concerne la dette, afin de trouver une solution globale à ce problème des pays en développement. Cette stratégie est unilatérale puisqu'elle a été conçue uniquement par les pays développés à économie de marché, par les banques commerciales ainsi que par les institutions monétaires et financières dont les décisions dépendent aussi de ce même groupe de pays. Cela explique pourquoi elle n'a pu empêcher la crise de s'aggraver. Dans un premier temps, les banques ont commencé par refuser de prêter aux gros débiteurs; puis, l'initiative Baker a été adoptée, mais sans grand succès car elle s'attaque aux symptômes plutôt qu'à la cause du mal. C'est ainsi que les programmes d'austérité appliqués conformément à ce plan n'ont pas amélioré la situation économique des pays en développement et que le redressement des pays développés à économie de marché a marqué le pas, le chômage demeurant élevé dans la plupart d'entre eux, si bien que nombre de pays en développement, d'abord partisans du plan Baker, en ont peu à peu ressenti le coût économique et social et ont fini par appliquer leurs propres mesures, réduisant par exemple le service de leur dette à un pourcentage tolérable de leurs recettes d'exportation, ou suspendant le paiement des intérêts sur leur dette, ou cessant purement et simplement d'appliquer les programmes d'austérité du FMI pour donner quelque répit à leur population pressurée. Dernière étape, on a finalement admis que le problème de la dette était un problème de solvabilité plutôt que de liquidité, mais cette évolution est récente et il serait prématuré d'analyser les effets de la formule de financement "à la carte" qu'on propose maintenant aux pays en développement.

7. Jusqu'à présent cependant, et quelles que soient les modifications apportées à la stratégie, elles ne peuvent qu'être à l'avantage des groupes déjà cités, et les pays en développement demeurent soumis à de lourdes contraintes, non seulement en

(M. Le Huu Hung, Viet Nam)

raison d'un climat économique extérieur défavorable, mais aussi à cause des pressions politiques exercées sur eux pour les amener à choisir telle ou telle voie de développement économique et social. Le vice fondamental de la stratégie actuelle est qu'elle a été élaborée en partant de l'hypothèse que l'aggravation de la situation de la dette était due uniquement à l'impéritie économique des pays en développement. A partir de ce postulat partial, les créanciers ont estimé que tout financement extérieur supplémentaire devrait être subordonné à des réformes profondes effectuées dans le cadre des programmes d'ajustement imposés par le FMI. Le rapport du Secrétaire général de la CNUCED à la septième session de la Conférence note effectivement que la politique de prêt semble jusqu'à présent avoir pour but d'encourager des changements d'orientation dans les pays en développement plutôt qu'un transfert de ressources en leur faveur. Par ailleurs, dans leur évaluation de la stratégie actuelle de la dette, les ministres des affaires étrangères du Groupe des 77 ont souligné récemment à New York que l'approche des pays créanciers développés demeurerait inéquitable, asymétrique, partielle et inadaptée à l'ampleur et à la nature de la crise.

8. Une solution durable du problème exige que l'on s'attaque aux problèmes structurels inhérents au système économique international actuel. Pour cela, il faudrait convoquer une conférence internationale sur le financement du développement. Il importe donc qu'un "dialogue à trois" s'instaure immédiatement entre les gouvernements des pays débiteurs, ceux des pays créanciers développés et les institutions bancaires et financières internationales, afin de prendre des mesures a) pour réduire substantiellement le montant total de la dette et de son service en abaissant les taux d'intérêt et en transformant les dettes en dons; b) pour recycler les énormes excédents des pays développés en accroissant l'apport de ressources aux pays en développement, sur une base pluriannuelle et prévisible, et en enrayant, puis en inversant, le transfert net de ressources de ces pays vers les pays développés; c) pour supprimer les multiples sortes d'obstacles au commerce dans les pays développés et offrir des prix rémunérateurs aux exportations des pays en développement; d) pour lier le règlement de la dette extérieure à la capacité d'en assurer le service, laquelle dépend des recettes d'exportation, des termes de l'échange, des importations indispensables et de taux raisonnables de croissance du PIB. Pour conclure, le représentant du Viet Nam exprime l'espoir que, consciente des préoccupations et des intérêts nationaux des pays en développement, qui ont trouvé un écho dans le rapport du Secrétaire général (A/42/523) et dans l'Acte final de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, la Deuxième Commission adoptera par consensus une nouvelle résolution sur cette épineuse question.

9. U WIN MRA (Birmanie) fait observer que la crise de la dette qui, au moment où elle est apparue, semblait devoir être temporaire, n'est pas seulement un problème de liquidités mais un problème à long terme, susceptible d'avoir des répercussions graves sur l'ensemble de la communauté internationale. Après plusieurs années d'ajustement difficile, de nombreux pays en développement commencent à manifester des signes de lassitude. L'origine du problème tient surtout à la concomitance de la baisse des cours des produits de base et de la hausse des prix des produits manufacturés; cette dégradation des termes de l'échange nécessite le recours à l'emprunt et explique l'énorme volume de l'endettement international.

(U Win Mra, Birmanie)

10. Il est de plus en plus largement admis que la responsabilité de cet état de fait est partagée entre les débiteurs et les créanciers et qu'il faut que les uns et les autres mettent en oeuvre une stratégie de forte croissance accompagnée de transferts nets suffisants pour permettre aux pays en développement de réaliser les investissements nécessaires. Collectivement, ces derniers ont proposé des mesures cohérentes capables de conduire à une solution durable de la crise de la dette, et notamment une réduction importante de l'encours total et des obligations liées au service de la dette, un accroissement des flux d'APD, un plus large accès des exportations des pays en développement aux marchés des pays développés à des prix justes et rémunérateurs et la levée des barrières protectionnistes. La notion de partage des responsabilités devrait, sur la base de la résolution 41/202 de l'Assemblée générale, permettre de trouver une solution équitable; il faut pour cela que se poursuive le dialogue entre débiteurs et créanciers.

11. M. ANDRADE DIAZ-DURAN (Guatemala), parlant également en sa qualité de président du Groupe des 77, rappelle l'importance extrême que ce groupe attache au problème de la dette et déplore qu'aucune solution n'ait jusqu'à présent été vraiment efficace. Pays développés et pays en développement admettent que ce problème les affecte tous. Il est donc absolument nécessaire de trouver une solution durable, équitable, équilibrée et favorable à la croissance et adopter au plus vite une nouvelle stratégie politique, qui devra inclure au minimum les éléments contenus dans la résolution 41/202, ainsi que certaines des mesures indiquées dans l'Acte final de la septième session de la CNUCED.

12. Lors de leur onzième réunion annuelle, les ministres des affaires étrangères du Groupe des 77 ont rappelé que les pays débiteurs entendaient bien honorer leurs engagements, mais ont réaffirmé que, dans la conjoncture internationale actuelle, ils ne pourraient acquitter leur dette extérieure sans une croissance économique soutenue permettant la poursuite de leur développement. La dette, en effet, a une incidence négative sur la croissance, car elle réduit la capacité d'investir et d'importer, sans parler de ses répercussions sur le développement économique et social. Pour les pays les moins avancés, dont les structures sont particulièrement vulnérables, le problème devient tragique. Tous les indicateurs d'endettement se dégradent. C'est particulièrement le cas pour les 15 pays les plus endettés ainsi que pour les pays d'Afrique au sud du Sahara. Les perspectives ne sont guère encourageantes : bien qu'on espère une diminution du rapport endettement/exportations (qui était de 183 % en 1986), il sera sans doute encore supérieur en 1991 à ce qu'il était en 1980.

13. La situation actuelle étant étroitement liée au caractère déprimé du marché des produits de base, la capacité de paiement des pays en développement dépend, dans une large mesure, de l'amélioration des cours des produits de base, de la stabilité de ces marchés et d'une amélioration des termes de l'échange. Le niveau élevé des taux d'intérêt réels aggrave d'autant plus le problème qu'une grande partie de la dette est assortie de taux d'intérêt flottants. Tout cela explique qu'il existe depuis 1984 un transfert net de ressources des pays endettés vers les pays créanciers.

(M. Andrade Diaz-Duran, Guatemala)

14. Les pays en développement ont consenti, souvent à la demande du FMI, de difficiles efforts de redressement, dont le coût social, politique et économique a été particulièrement élevé, surtout pour les pays du Sahel, déjà très touchés par la sécheresse et la désertification. Les politiques élaborées par les institutions financières internationales et les attitudes des banques commerciales n'ont toutefois pas contribué à la solution de la crise de l'endettement. L'échec de la stratégie mise en oeuvre tient en partie au fait que les hypothèses sur lesquelles elle était fondée ne se sont pas vérifiées : la croissance de la production et du commerce mondiaux n'a pas augmenté, et de nouvelles ressources, en volume suffisant, n'ont pas été trouvées en faveur des pays en développement. En outre, la plupart des variables macro-économiques desquelles dépend la réduction de la dette échappent au contrôle des pays en développement débiteurs, mais sont au contraire déterminées dans une large mesure par les politiques économiques menées par les pays développés à économie de marché.

15. Le Président du Groupe des 77 estime que toute solution devrait inclure, notamment, les éléments exposés dans la déclaration des ministres des 77 (voir document A/42/604) : réduction importante du montant total de la dette et des intérêts, conversion en dons, rééchelonnement, rabais sur les marchés secondaires, accroissement des flux de capitaux publics et privés, y compris l'APD, sur une base pluriannuelle et prévisible, ainsi que des ressources fournies par les institutions financières internationales; inversion du transfert net de ressources vers les pays développés; garantie de l'accès des exportations des pays en développement aux marchés internationaux, après élimination des barrières protectionnistes dans les pays développés, et fixation de prix équitables et rémunérateurs pour les exportations; établissement d'un lien direct et "transparent", d'une part, entre la dette extérieure et les recettes d'exportation et, d'autre part, entre le remboursement de la dette extérieure et les facteurs qui influent sur la capacité d'assurer le service de la dette, tels que les termes de l'échange, les besoins d'importation et la croissance du produit intérieur brut.

16. L'intervenant rappelle la confiance que le Groupe des 77 a dans le système des Nations Unies, qui constitue un cadre approprié pour examiner et résoudre les problèmes économiques comme ceux de la crise de la dette. Le dialogue et la négociation sont absolument nécessaires étant donné que le monde en développement et le monde industrialisé ont des intérêts et des objectifs communs. Certaines des mesures proposées à la réunion du Fonds monétaire international, tenue à Séoul, se sont révélées dépassées ou inopérantes, comme l'ont reconnu leurs auteurs eux-mêmes. De nombreux pays en développement ont déjà consenti d'importants sacrifices, et il incombe maintenant aux pays industrialisés de suivre cet exemple et de partager le fardeau de la dette. Pour conclure, le représentant du Guatemala rappelle que le Groupe des 77 a adopté une position claire et bien définie sur la dette; cette position figure dans la Déclaration de La Havane et a été réaffirmée à la onzième réunion des ministres des affaires étrangères des pays du Groupe des 77.

17. M. SEVILLA (Nicaragua) dit que les pays en développement continuent de subir les répercussions de la crise économique mondiale, qui sont de plus en plus mal tolérées par leur population. Si la communauté internationale ne s'attaque pas aux causes fondamentales de la crise, celle-ci pourrait avoir des conséquences imprévisibles. On a très souvent dit que la croissance économique des pays industrialisés devait avoir un effet d'entraînement dans les pays en développement, mais cet effet ne s'est pas vérifié dans la réalité. L'Etude sur l'économie mondiale, 1987 indique que la croissance faible prévue pour les pays développés ne sera pas suffisante pour relancer le commerce mondial, réduire la charge de la dette, faire reculer le chômage et atténuer sensiblement les déséquilibres commerciaux. Les efforts d'ajustement consentis par les pays en développement n'ont pas eu les résultats bénéfiques escomptés. En fait, ces pays ont dû réduire considérablement leurs importations au détriment de leur croissance interne. D'autre part, si leurs exportations ont augmenté, cela n'a pas compensé les pertes causées par la chute des prix des produits de base, d'autant plus qu'il a fallu simultanément faire face à des mesures protectionnistes accrues.

18. Face à cette situation, il est indispensable d'établir un dialogue et une coordination au niveau mondial. Dans son rapport sur le problème de la dette, le Secrétaire général constate l'échec de la stratégie actuellement mise en oeuvre dans ce domaine. Il tient pour une large part au fait que certaines conditions fondamentales n'ont pas été réunies : l'expansion de la production et des échanges mondiaux n'a pas eu lieu et les nouveaux apports financiers n'ont pas été suffisants. On a observé, au contraire, d'importantes sorties nettes de capitaux dans les pays en développement. Pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, elles ont représenté 132 milliards de dollars de 1982 à 1986.

19. Récemment, à l'occasion de l'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale, le Secrétaire américain au Trésor a réaffirmé la validité du plan qu'il avait exposé à Séoul. Les mécanismes rigides de ce type ne doivent cependant pas faire oublier le rôle important joué par les facteurs externes, qui ne peuvent être maîtrisés. M. Baker a lui-même reconnu la nécessité de créer un fonds de réserve dans le cadre du FMI pour faire face aux événements imprévisibles qui peuvent survenir dans le contexte de la crise de la dette. Il n'a cependant pas indiqué par qui il serait financé. La Deuxième Commission devrait analyser donc les diverses propositions qui ont été présentées lors de l'Assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale. On a préconisé notamment une conversion des dettes en prises de participation ou en obligations "de retrait" et une capitalisation des intérêts. Le Nicaragua ne voit pas dans ces mesures une solution durable au problème de l'endettement. Au contraire, l'expérience a montré qu'elles tendent à accentuer la dépendance financière des pays en développement et, partant, leur endettement. Certains pays ont proposé des options plus réalistes qui pourraient servir de base pour les négociations internationales. Elles comprennent les éléments suivants : a) distinction entre les nouvelles dettes et les dettes anciennes; b) réduction de la valeur nominale de la dette pour la ramener aux niveaux du marché; c) réduction du service et du principal de la dette; d) assouplissement des conditions d'accès au mécanisme de financement compensatoire du FMI; e) annulation de la dette sur une base bilatérale; f) conversion de la dette en obligations.

(M. Sevilla, Nicaragua)

20. Les pays débiteurs se sont largement mobilisés pour favoriser une action internationale concertée. En particulier, le Groupe des 77 a apporté une contribution importante aux travaux de la septième session de la CNUCED. La Deuxième Commission devrait agir dans le même esprit. Le Nicaragua salue les initiatives unilatérales positives prises par certains pays développés. Il pense notamment aux pays qui se sont déclarés prêts à recycler des ressources excédentaires, à ceux qui ont annulé certaines dettes publiques et à ceux qui ont décidé de prendre une part plus active aux activités des organismes financiers multilatéraux. Pour sa part, le Nicaragua a toujours souligné la nécessité d'une action concertée des pays en développement. Il est conscient que les intérêts particuliers des petits pays débiteurs ne sont pas toujours pris en considération. Il est malgré tout indispensable d'identifier des éléments communs et de rechercher une plus grande cohésion. Il existe déjà des instruments et des mécanismes multiples pour atteindre cet objectif. Il n'est donc pas nécessaire d'en créer de nouveaux.

21. M. KAGAMI (Japon) dit que l'endettement des pays en développement est le problème dominant de l'économie mondiale. Les chiffres cités dans le rapport du Secrétaire général (A/42/523) illustrent bien la gravité de la situation. A la lumière de son expérience, le Japon est convaincu que l'application de politiques d'ajustement structurel adéquates par les pays débiteurs et la fourniture d'apports financiers suffisants représentent deux conditions essentielles pour parvenir à résoudre le problème de la dette et promouvoir le développement. Les pays à revenu intermédiaire en particulier doivent impérativement poursuivre ces politiques d'ajustement en tenant compte des perspectives à moyen et à long terme. Il faudrait explorer activement les mesures qui permettraient d'encourager les apports de capitaux privés dans ces pays sans créer de nouvelles dettes, c'est-à-dire notamment par le biais des investissements étrangers directs, qui favoriseraient l'emploi, renforceraient le secteur privé et encourageraient le transfert de technologies. Les institutions financières internationales, y compris la Banque mondiale et le FMI, seront appelées à jouer un rôle de catalyseur encore plus actif dans ce domaine. Dans cette perspective, il est très important que l'Agence multilatérale de garantie des investissements devienne rapidement opérationnelle. Pour servir le même objectif, on devrait également examiner attentivement l'idée d'une conversion des dettes en prises de participation.

22. Pour ce qui est de la contribution du Japon aux mesures d'allègement de la dette, il convient de rappeler que le Gouvernement japonais a mis en place un programme prévoyant le recyclage de 20 milliards de dollars en faveur des pays en développement à moyen ou à faible revenu. L'objectif est de les aider à revitaliser leur développement économique et à promouvoir l'ajustement structurel, ce qui leur permettrait de surmonter leurs difficultés d'endettement.

23. Dans le cas des pays à faible revenu, notamment ceux d'Afrique au sud du Sahara, l'allègement du fardeau de la dette exigera des stratégies différentes. Ces pays doivent nécessairement bénéficier d'une aide publique à des conditions de faveur pour être à même de promouvoir leur développement économique sans aggraver leur endettement. Les pays développés et les institutions financières internationales doivent contribuer largement à ces efforts. A cet égard, le Japon

(M. Kagami, Japon)

se félicite de l'accord intervenu récemment sur un montant de 12,4 milliards de dollars des Etats-Unis pour la huitième reconstitution des ressources de l'IDA. Pour faciliter les ajustements structurels dans les pays d'Afrique subsaharienne, le Japon a prévu un financement spécial conjoint portant sur environ 300 millions de dollars dans le cadre d'un accord de cofinancement avec l'IDA. Par ailleurs, il a décidé récemment de fournir une assistance supplémentaire d'environ 500 millions de dollars sur trois ans à ces pays. Cette assistance, qui ne sera pas liée à des projets, doit leur permettre de financer les importations indispensables à la réalisation des ajustements structurels et donc de réduire leur endettement.

24. Une vaste coopération doit s'instaurer entre les pays créanciers, les pays débiteurs, les institutions financières internationales et les banques commerciales. Il faut examiner soigneusement la nature et la composition des dettes de chaque pays, ainsi que le niveau de développement et l'impact socio-politique probable de l'endettement. Dans cette perspective, la formule à la carte, qui a été élaborée récemment, mérite d'être examinée plus avant. En tout état de cause, il est essentiel de procéder cas par cas. Le Ministre japonais des affaires étrangères a proposé récemment la création d'un groupe indépendant de haut niveau composé de "sages", qui serait chargé d'étudier des mesures propres à encourager les apports de ressources financières destinés aux pays en développement. Le Japon accueillera favorablement toutes les suggestions qui pourraient faciliter l'application de cette proposition.

25. M. MARTINEZ (Paraguay) fait observer que l'aggravation de la crise de la dette extérieure et la détérioration de la situation économique mondiale qui frappent les pays en développement, et en particulier les moins avancés d'entre eux, souligne une nouvelle fois la nécessité d'instaurer un nouvel ordre économique international.

26. L'Amérique latine a versé 132 milliards de dollars au titre du service de la dette, tandis que la fuite des capitaux de cette région a représenté environ 115 milliards de dollars entre 1979 et 1986. Les recettes d'exportation ont chuté de 14,8 % de 1985 à 1986 et, durant la même période, la croissance économique mondiale est tombée de 3 % à 2,8 %.

27. Les pays en développement assistent à une hémorragie de leurs ressources financières qui freinent le processus de convalescence de leurs économies anémiées. Les solutions ponctuelles, telles que coupes budgétaires, contraction des importations et autres mesures d'ajustement de caractère éphémère, provoquent une baisse du niveau de vie des populations et suscitent des mécontentements qui menacent l'ordre social, économique et politique et empêchent la consolidation des processus démocratiques.

28. Les politiques d'austérité initialement préconisées n'ayant fait qu'accentuer la crise, il est apparu que seules des mesures axées sur la croissance des pays en développement permettront de trouver des solutions réalistes, justes et équitables. A cette fin, il est essentiel que débiteurs et créanciers assument leur part de responsabilités.

29. M. PASHKEVICH (République socialiste soviétique de Biélorussie) dit que, pour trouver une solution au problème de l'endettement, il faut mettre en lumière les facteurs qui ont déclenché la crise et qui contribuent à l'aggraver. Ce problème n'est pas uniquement d'ordre financier. L'endettement extérieur considérable des pays en développement est devenu un instrument important d'exploitation pour le secteur privé des pays qui sont bénéficiaires de leurs ressources. De plus, les programmes dits d'"ajustement" imposés par le FMI et la Banque mondiale ont des répercussions catastrophiques sur la situation économique et sociale des pays débiteurs. En fait, on a l'impression que certains milieux cherchent à exploiter le cercle vicieux de l'endettement dans leurs relations avec le tiers monde.

30. Le problème étant surtout politique, il convient de rechercher des solutions politiques. Ces efforts peuvent être fructueux si les pays agissent de concert pour promouvoir la paix, le désarmement et la sécurité économique internationale. L'arrêt de la course aux armements contribuerait pour beaucoup à régler le problème de la dette. On pourrait en effet utiliser une partie des ressources ainsi économisées pour apporter une nouvelle assistance financière à des conditions de faveur et refinancer les prêts consentis antérieurement. La nécessité de recourir à des prêts sur les marchés capitalistes s'explique par la situation des pays en développement dans l'économie mondiale. Ils sont rejetés à la périphérie et à la merci des pays qui pratiquent un échange inégal et exportent leur inflation. S'il est vrai qu'au cours des 30 dernières années les pays en développement ont accru leurs exportations de matières premières de 300 à 400 %, ils n'en ont retiré aucun profit car les monopoles étrangers contrôlent la transformation, le stockage et le transport des produits. Par ailleurs, les cours des produits de base sont tombés aux niveaux les plus bas depuis 50 ans.

31. La hausse des taux d'intérêt a provoqué un renchérissement du crédit. A présent, on observe même des sorties nettes de capitaux en provenance des pays en développement. Dans son rapport sur sa vingt-troisième session (E/1987/23), le Comité de la planification du développement a dénoncé cette injustice. Le phénomène de la fuite des capitaux doit être enrayé immédiatement, puis inversé. Etant donné ses incidences sur le problème de l'endettement, les études que le Secrétariat de l'ONU entreprend en vue de déterminer les causes du transfert inverse de ressources et d'élaborer des mesures pratiques revêtent une importance particulière.

32. Certaines mesures envisagées ou appliquées pour résoudre le problème de l'endettement prévoient un échange des dettes contre des droits de propriété étrangers sur les ressources naturelles et les capacités productives des pays en développement. Cette tendance est très inquiétante, car on contribue ainsi à renforcer l'emprise étrangère sur les pays en développement. C'est pourquoi la RSS de Biélorussie s'associe aux pays en développement qui sont favorables à une solution politique fondée sur un partage des responsabilités entre débiteurs et créanciers, une stricte égalité des droits et l'adhésion à l'objectif de la croissance économique.

33. Compte tenu de la gravité des problèmes d'endettement, il conviendrait d'élaborer un programme d'action immédiate. Le Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, M. S. Gorbatchev, a énuméré

(M. Pashkevich, RSS de Biélorussie)

les mesures qu'un tel programme pourrait comporter : réduction des taux d'intérêt des crédits bancaires; limitation du service de la dette à un pourcentage donné des recettes d'exportation annuelles; possibilité pour les pays débiteurs de rembourser certaines dettes au moyen des exportations; élimination des barrières protectionnistes pour leurs exportations; et abandon de la pratique qui consiste à majorer les intérêts dans le cadre du rééchelonnement. Une stratégie de ce type pourrait être élaborée dans le cadre d'une conférence internationale consacrée au problème de la dette extérieure. Par ailleurs, il serait souhaitable de convoquer une conférence sur les questions monétaires et financières sous l'égide de l'ONU ou d'une autre organisation représentative pour envisager la restructuration du système monétaire et financier international.

34. Les débats internationaux récents ont mis en lumière la nécessité d'une approche globale au problème de l'endettement. A cet égard, les Etats signataires du Traité de Varsovie ont souligné la nécessité de prendre des mesures énergiques pour empêcher une nouvelle détérioration de la situation des pays en développement, d'opérer des transformations fondamentales dans la réflexion politique et la pratique internationale, d'instaurer une division du travail équitable au niveau international et de permettre l'exercice de la souveraineté imprescriptible sur les ressources nationales (voir document A/42/354).

35. M. ORAMAS OLIVA (Cuba) dit que si le problème de l'endettement extérieur a acquis une ampleur sans précédent, c'est essentiellement en raison de l'inéquité des relations économiques internationales qui sont caractérisées par une recrudescence du protectionnisme, l'inégalité des termes de l'échange, des désordres monétaires et financiers et l'adoption de politiques unilatérales et discriminatoires par de nombreux pays développés. Dans ces conditions, il est réconfortant de constater que la plupart des membres de la Deuxième Commission reconnaissent désormais la gravité du problème et la nécessité de lui trouver d'urgence une solution politique concertée.

36. Or jusqu'ici, les politiques des principales institutions financières internationales n'ont fait que défendre les intérêts des banques transnationales en essayant avant tout de garantir le paiement du service de la dette et en introduisant de nouvelles modalités ayant pour but d'accentuer la dépendance des pays en développement et de contrôler leur activité économique. La prétendue "capitalisation de la dette" constitue un exemple de ces manoeuvres peu scrupuleuses. Parfaitement conscients du fait que le tiers monde est incapable d'acquitter sa dette extérieure, les principaux créanciers ont mis au point de tels mécanismes diaboliques dans le but de tourner à leur avantage cette réalité incontournable.

37. C'est pourquoi la seule solution légitime et durable au problème de la dette extérieure des pays en développement réside dans son annulation totale, dans l'instauration d'un nouvel ordre économique international et dans la mise en oeuvre de mesures de désarmement efficaces en vue de dégager des ressources aux fins du développement. A mesure que ce phénomène s'aggraverait et que les prétendues "solutions" continueraient à se révéler inopérantes, la communauté internationale n'aurait d'autre choix que d'adopter ces propositions si elle tient tant soit peu à la stabilité mondiale et si elle souhaite véritablement préserver la paix et la sécurité internationales.

38. M. ZAWELS (Argentine) dit que le seul mérite de la crise économique internationale est peut-être d'avoir mis en évidence l'interdépendance qui caractérise l'économie mondiale. Malheureusement, il n'a pas été pleinement tenu compte de ce phénomène dans le cas de la crise de la dette qui tient essentiellement à des facteurs extérieurs, tels que la hausse des taux d'intérêt réels et la baisse constante des cours des produits de base. En outre, pour obtenir un financement extérieur, les pays endettés ont été contraints de procéder à des ajustements internes qui ont provoqué un ralentissement de l'activité économique locale, lequel a eu à son tour un effet de récession sur l'économie internationale.

39. En conséquence, toute stratégie visant à remédier à ce problème doit reposer sur les trois principes suivants : octroi d'un financement en vue d'aider les pays en développement à surmonter des effets néfastes que les facteurs extérieurs ont eus sur leur endettement; ajustement économique interne des pays endettés; fourniture de ressources pendant la période de transition jusqu'à ce que les ajustements commencent à porter leurs fruits.

40. La mise en oeuvre d'une telle stratégie devrait créer les conditions nécessaires pour que la dette extérieure cesse d'être un obstacle à la croissance. A cette fin, il faut assurer des courants de financement prévisibles, garantir des importations à un niveau suffisant pour soutenir l'activité économique et veiller à ce que le transfert interne des ressources du secteur privé vers le secteur public ne paralyse pas l'initiative privée, tout en maintenant la consommation intérieure à un niveau raisonnable. Enfin, il convient de réduire le volume de la dette afin de lever les incertitudes que celle-ci fait peser sur les investissements nationaux et étrangers.

41. Cette stratégie doit prévoir en outre la mise en oeuvre de trois types de mécanismes : premièrement, le financement de la balance des paiements et de la croissance; deuxièmement, la réduction du service de la dette; et troisièmement, la diminution du principal. Seule une telle stratégie aura un effet dynamisant sur l'activité économique mondiale et permettra de réduire la dissymétrie actuelle de l'ajustement; elle concrétisera la notion de responsabilité commune des créanciers et des débiteurs et conduira à une véritable coopération internationale fondée sur l'intérêt mutuel.

42. M. DOLJINTSEREN (Mongolie) souligne à son tour que l'endettement non seulement est un important facteur de déstabilisation pour l'économie des pays en développement, mais aussi recèle de graves conséquences pour l'économie mondiale. La grave crise de l'endettement résulte avant tout de l'inégalité et de l'exploitation qui marquent les relations économiques internationales caractérisées par des taux d'intérêt élevés, un transfert des ressources des pays en développement vers les pays capitalistes, la chute des cours des produits de base, le protectionnisme, etc. La responsabilité des banques créancières transnationales, qui cherchent à réaliser des profits toujours plus grands au détriment des pays en développement, est indéniable, et il faut la reconnaître. Les pays en développement, qui ont accumulé des dettes colossales, consacrent aujourd'hui une part considérable de leurs recettes d'exportation au remboursement des seuls intérêts de leur dette.

(M. Doljintseren, Mongolie)

43. Il faut noter en outre que la croissance de l'endettement est également favorisée par la course aux armements, qui a pris dernièrement des proportions sans précédent. Une des conditions indispensables au règlement du problème de la dette est donc la mise en oeuvre de mesures de désarmement et le transfert aux fins du développement des ressources que ces mesures permettront de dégager.

44. Il ressort clairement du rapport du Secrétaire général que toutes les tentatives faites par les pays en développement, notamment par les plus endettés, pour atténuer la gravité du problème ont jusqu'à présent été vaines et se heurtent à de nombreux obstacles.

45. La délégation mongole prône elle aussi la mise en oeuvre, dans le cadre de l'ONU, d'un programme global en vue du règlement de la crise de la dette extérieure dans l'intérêt de tous les Etats. Ce programme devrait notamment prévoir une restructuration des relations monétaires et financières internationales sur la base de principes égalitaires et démocratiques, l'arrêt de la sortie des capitaux du monde en développement vers les pays à économie de marché, l'abaissement des taux d'intérêt, l'augmentation des prix des produits de base et l'abolition des mesures commerciales discriminatoires. Elle espère que l'Assemblée générale adoptera une résolution constructive en vue de ce règlement.

46. M. OULD EL-GHAOUTH (Mauritanie) réaffirme la ferme intention de son gouvernement d'honorer l'intégralité de ses obligations au titre du service de la dette, lesquelles représentent approximativement le double du PIB. Toutefois, étant donné l'ampleur de la dette du pays (au début des années 90, les paiements à effectuer pour en assurer le service absorberont presque entièrement le volume brut de l'assistance extérieure que la Mauritanie peut espérer recevoir de la communauté internationale, ses maigres recettes d'exportation, ses possibilités d'expansion limitées et les gros problèmes de sécheresse et de désertification), cet objectif sera extrêmement difficile à atteindre. Même en tablant sur la réussite de la politique d'ajustement structurel prévue dans le programme national de redressement, et malgré les conditions favorables dont la Mauritanie a eu la chance de bénéficier auprès notamment du Club de Paris, la dette du pays dépasse sa capacité de remboursement.

47. Tout en s'engageant à mener à bien, en dépit de leur coût social et politique, les réformes économiques et institutionnelles nécessaires, la Mauritanie souhaite parvenir à un accord mutuellement acceptable sur une stratégie qui lui permettra de faire face au fardeau excessif et paralysant de l'endettement et de redresser son économie. Cela suppose une réévaluation de la conception des programmes d'ajustement qui doivent être axés sur la croissance. Il convient à cet égard d'assurer un partage plus équitable du fardeau de l'ajustement et de procéder à l'annulation ou à l'assouplissement des règles de conditionnalité imposées aux pays les moins avancés.

48. La délégation mauritanienne continue de fonder de grands espoirs sur la mise en oeuvre du Plan des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990, et espère vivement que sera convoquée une conférence internationale sur la dette africaine.

(M. Ould El-Ghaouth, Mauritanie)

49. Pour conclure, elle formule le voeu que les représentants des pays créanciers de la Mauritanie plaident auprès de leurs gouvernements respectifs l'annulation pure et simple de la dette mauritanienne; si cette annulation n'avait pas lieu, elle compte à tout le moins sur un rééchelonnement à des conditions plus favorables qu'en 1987.

50. M. PAYTON (Nouvelle-Zélande) déclare qu'il est très important pour les travaux de la Commission que tous ses membres s'engagent à aborder la question de plus en plus critique de la dette extérieure et de ses répercussions sur l'économie mondiale dans l'esprit constructif qui en a marqué l'examen l'année passée et qui a permis d'adopter par consensus la résolution 41/202. Il semble du reste que la communauté internationale ait pris conscience de la complexité du problème et qu'elle soit résolue à faire le nécessaire pour éliminer cet obstacle à la croissance économique. L'Acte final de la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement comporte en effet des directives claires concernant les mesures que toutes les parties devraient prendre pour tenter de résoudre le problème de l'endettement. L'adoption de cet acte final par consensus représente un pas dans la bonne direction, de même que l'engagement pris par les participants aux récentes réunions du Comité intérimaire du FMI et du Comité de développement du Fonds monétaire et de la Banque mondiale. Ces engagements et ces directives ne suffiront certes pas à éliminer les obstacles économiques et politiques qui subsistent sur la voie d'une solution équitable du problème, mais le souci marqué par les créanciers comme par les débiteurs de trouver de nouveaux accommodements constitue sans nul doute un signe encourageant. Pour sa part, la Nouvelle-Zélande s'associe sans réserve à cet effort.

51. La documentation dont la Deuxième Commission est saisie pour l'étude de cette question, et en particulier le rapport du Secrétaire général, complété très utilement par les remarques liminaires du Sous-Secrétaire général responsable de la recherche et de l'analyse des politiques en matière de développement, montre bien la complexité des facteurs interdépendants qui entrent en jeu. M. Payton voudrait en souligner un, jugé fondamental par son pays : la nécessité impérieuse de fonder la reprise économique sur un accroissement des exportations. Sans doute constate-t-on un ralentissement dans l'augmentation de la dette au niveau mondial, mais la charge de la dette se fait toujours plus lourde pour les pays en développement, en raison surtout de la diminution continue de leurs recettes d'exportation, due elle-même pour une bonne part aux cours déprimés des produits de base. Certes tous les pays en développement ne sont pas logés à la même enseigne, mais les tendances actuelles augurent mal d'un allègement du fardeau de la dette à moyen terme pour la plupart d'entre eux. Un climat commercial international plus favorable à leurs exportations serait pour beaucoup l'un des seuls moyens de s'en sortir; or la montée du protectionnisme est un nuage de plus à leur horizon. La Nouvelle-Zélande n'en demeure pas moins convaincue que la libéralisation du commerce mondial est le meilleur gage d'une amélioration à long terme de la situation économique des pays en développement.

52. Les négociations commerciales multilatérales qui se déroulent actuellement dans le cadre du GATT offrent une chance inespérée d'aller dans ce sens, et la libéralisation du commerce international des produits agricoles et des produits

(M. Payton, Nouvelle-Zélande)

tropicaux en constitue un élément essentiel. Comme le disait déjà l'an dernier la Banque mondiale dans son rapport sur le développement dans le monde, le démantèlement du protectionnisme agricole se traduirait pour les pays en développement par un gain annuel de 28 milliards de dollars. La Nouvelle-Zélande recommande donc à ceux qui veulent vraiment éliminer les causes profondes de l'endettement chronique de ces pays d'accepter la priorité à la suppression, de part et d'autre, des entraves aux échanges, ainsi qu'à une réorientation progressive de l'activité économique mondiale sur la base du principe de l'avantage comparatif international. Les pays en développement préfèrent régler leur problème d'endettement grâce à la croissance de leur économie, au lieu de s'en remettre à un échelonnement de la dette, à la conversion de la dette en parts sociales et à d'autres arrangements novateurs actuellement envisagés, si utiles soient-ils dans les circonstances présentes.

53. M. RAO (Inde) dit que la situation de l'endettement, qui ne s'est pas améliorée depuis cinq ans et dont les perspectives à moyen terme sont peu encourageantes, est insoutenable pour tout le monde. Les racines du mal sont à chercher dans la conjoncture économique internationale défavorable pour les pays en développement : détérioration des termes de l'échange, montée du protectionnisme, fluctuation des taux de change, hausse des taux d'intérêt, stagnation de l'aide publique au développement.

54. Les stratégies mises en oeuvre jusqu'à présent, sans commune mesure avec la gravité de la crise, sont impropres à régler durablement le problème, n'étant pas conçues dans une perspective de développement et de croissance, et se caractérisant, d'une part, par la répartition inégale des charges entre débiteurs et créditeurs et, d'autre part, par la stagnation de l'aide publique et la réduction des prêts privés. De surcroît, le coût des programmes d'ajustement entrepris par les pays en développement est inacceptable, notamment du point de vue humain.

55. Il s'agit à présent de développer le consensus apparu lors de l'adoption de la résolution 41/202 de l'Assemblée générale et de l'Acte final de la septième session de la CNUCED. On a reconnu que seule une approche orientée vers le développement et fondée sur le dialogue politique et le partage des responsabilités pouvait permettre d'apporter une solution équitable et durable à la crise, et qu'il fallait notamment créer un environnement économique plus stable et plus prévisible, accroître les apports financiers extérieurs, tant publics que privés, et tenir compte des besoins d'investissement ainsi que de la capacité de remboursement des pays en développement endettés.

56. Pour faire progresser le dialogue, la délégation indienne souhaiterait vivement que l'on examine avec attention les idées suivantes : ouvrir davantage les marchés des pays développés aux exportations des pays en développement; augmenter les prix des produits de base exportés par les pays en développement et améliorer les termes de l'échange à cet égard; répartir équitablement les coûts et les avantages de l'ajustement entre débiteurs et créditeurs; abaisser les taux d'intérêt et stabiliser les taux de change; convertir en dons la dette contractée à des conditions de faveur par les pays à faible revenu; inverser le transfert net

(M. Rao, Inde)

de ressources au profit des pays en développement; assurer de nouveaux apports financiers réguliers en provenance des institutions financières multilatérales; procéder à une augmentation générale du capital de la Banque mondiale; tripler rapidement le montant de la Facilité d'ajustement structurel du FMI; procéder à d'importants transferts des pays développés à excédent vers les pays en développement; prendre des mesures en vue d'établir un système monétaire stable, efficace et équitable.

57. Enfin, l'acuité exceptionnelle de la crise de l'endettement étant due à la détérioration de la situation économique mondiale et à l'absence de cohérence et de coordination des politiques des principaux pays industrialisés, une action concertée est indispensable.

58. M. KENDECK MANDENG (Cameroun) estime que l'on peut affirmer sans exagération que la dette extérieure a atteint aujourd'hui des proportions telles qu'elle constitue l'obstacle numéro un au développement, particulièrement à celui des pays africains. Pour ces derniers, le plus préoccupant, au-delà de l'ampleur de la dette, est le poids de son service, qui absorbe aujourd'hui près de 38 % de leurs recettes d'exportation.

59. La crise de la dette extérieure africaine s'explique par une conjonction de facteurs : la chute brutale des prix des produits de base, résultat du protectionnisme et de la manipulation des cours par les sociétés transnationales, qui a eu pour effet de déséquilibrer les balances des paiements; la détérioration des termes de l'échange; enfin, la réduction du flux des ressources privées à destination de l'Afrique et la stagnation de l'aide publique au développement.

60. Les profondes réformes économiques structurelles auxquelles a procédé la quasi-totalité des pays africains ont été contrariées par la conjoncture économique défavorable, et les situations d'endettement n'ont fait qu'empirer, ce qui a conduit les chefs d'Etat et de gouvernement des pays de l'OUA à prévoir pour la fin 1987 une session extraordinaire sur la dette extérieure africaine.

61. S'il y a certes lieu de se réjouir des louables mesures prises en faveur de certains pays en développement - notamment des mesures annoncées au Sommet de Venise, de l'initiative exemplaire du Canada tendant à annuler la totalité de la dette publique de certains pays africains et des résultats encourageants de la septième session de la CNUCED -, force est cependant de constater l'insuffisance et l'inefficacité des mesures d'allégement adoptées jusqu'ici par les pays créditeurs. De même, le rééchelonnement de la dette publique au sein du Club de Paris n'a pas permis de réduire le fardeau de la dette, et les obligations contractées auprès du FMI continuent de peser lourdement sur les pays africains.

62. La communauté internationale doit reconnaître, si elle veut s'attaquer véritablement à la racine du mal, qu'il est nécessaire d'adopter des solutions globales, et en particulier des approches nouvelles et concertées, fondées sur la responsabilité partagée et une stratégie axée sur la croissance et le développement. Il faudrait en outre prendre de nouvelles mesures en faveur des pays à faible revenu, notamment convertir en dons la dette et les intérêts

(M. Kendeck Mandeng, Cameroun)

contractés dans le cadre de l'aide publique au développement bilatérale par les pays à faible revenu ayant adopté des programmes d'ajustement structurel, abaisser les taux d'intérêt sur la dette actuelle et prolonger les délais de remboursement et de grâce, et enfin accroître les flux de l'aide aux fins du redressement et du développement. La délégation camerounaise se réjouit à cet égard de la récente mise en place d'un groupe consultatif de haut niveau chargé d'étudier les flux de capitaux vers l'Afrique.

63. Par ailleurs, la communauté internationale doit veiller à accroître sensiblement l'aide accordée à des conditions de faveur par les institutions multilatérales et envisager la possibilité d'émettre de nouveaux droits de tirage spéciaux.

64. M. MUTOMBO THITAMBWE (Zaïre) dit que les nombreuses réunions consacrées à l'endettement du tiers monde montrent que ce problème ne cesse de s'aggraver et que tout le monde estime qu'il faut agir vite avant qu'il ne soit trop tard. En effet, le montant total de la dette étant deux fois plus élevé que celui des recettes d'exportation des pays en développement importateurs de capitaux, il convient d'alléger le fardeau de la dette afin de relancer la croissance de l'économie mondiale et du commerce international. Les mesures qui viennent d'être prises à la septième session de la CNUCED devraient inciter les Etats à poursuivre leurs efforts visant à stabiliser les cours des produits de base grâce à la mise en place des mécanismes de fonctionnement du Fonds commun.

65. Si le Fonds monétaire international et la Banque mondiale reconnaissent aujourd'hui la bonne volonté dont font preuve les pays débiteurs pour devenir solvables, il convient néanmoins de tenir davantage compte de leurs difficultés et amener les pays créanciers à accepter que les charges financières soient réduites afin d'assurer la relance de l'économie des pays du tiers monde.

66. Le Zaïre, qui a lui-même entrepris un vaste programme d'ajustement structurel, salue l'effort consenti par certains pays développés, tels le Canada, la France, les pays nordiques et le Royaume-Uni, qui ont décrété l'annulation des dettes contractées par certains pays en développement.

67. Comme aucun Etat n'a intérêt à voir la crise de l'endettement s'aggraver inexorablement, il convient donc d'examiner les problèmes connexes de la dette dans un cadre multilatéral. A cet égard, la délégation zaïroise est favorable à la convocation d'une conférence internationale sur la dette africaine sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies.

68. M. MENDEZ (Philippines) dit que pour lutter efficacement contre l'endettement de nombreux pays en développement, les Etats Membres de l'ONU doivent se garder d'un certain nombre d'erreurs. Il est illusoire, pour commencer, que la crise de la dette soit presque jugulée. En effet, la renégociation de la dette n'a eu pour effet, dans les meilleurs des cas, que d'étaler les remboursements sur un certain nombre d'années, sans réduire substantiellement ni le principal ni les intérêts. Les nouvelles mesures, comme les conversions dette-capital, n'ont qu'un effet marginal et créent souvent plus de problèmes qu'elles n'en résolvent.

(M. Mendez, Philippines)

69. En second lieu, les nouveaux prêts ne constituent pas de l'argent frais, puisqu'ils servent à rembourser les créanciers. La raison en est que l'encours de la dette et les taux d'intérêt ont considérablement augmenté et que les banques commerciales hésitent beaucoup plus à accorder des prêts. Selon une étude du secrétariat de la CNUCED, si la croissance des prêts bancaires nets reste de 3 % et si les taux d'intérêt restent voisins de 10 %, la dette des pays en développement envers les banques se sera accrue en 1990 de 70 milliards de dollars alors même qu'ils leur auront versé 170 milliards de dollars nets. En 1986-1987, les Philippines, par exemple, pensent recevoir 2,7 milliards de dollars de sources extérieures, mais elles devront verser 5,7 milliards de dollars à des créanciers publics et privés.

70. Enfin, il est absurde d'affirmer qu'un allègement substantiel de la dette par une réduction du principal et des intérêts paralyserait le système financier international. C'est là l'erreur la plus pernicieuse, car le risque que courraient censément les banques est sans commune mesure avec celui que représenterait l'effondrement économique pour certains pays endettés. Comme l'a montré une étude du Congrès des Etats-Unis, une réduction des intérêts et du principal n'accuserait pas les banques commerciales à la faillite. A cet égard, la CITICORP pourrait avoir montré la voie à suivre en constituant il y a deux mois une provision de 3 milliards de dollars pour se prémunir contre les pertes liées aux prêts.

71. La communauté internationale doit agir pour accroître les ressources de la Banque mondiale et du FMI, pour stabiliser davantage les taux de change, pour mieux équilibrer les mesures d'ajustement entre pays débiteurs et pays créanciers, pour libéraliser la conditionnalité au FMI, pour renforcer le mécanisme de surveillance du FMI et pour assurer une coordination plus étroite et plus systématique des politiques des grands pays industrialisés. On ne peut que se réjouir de constater que ces questions ont été abordées récemment lors des rencontres internationales et que l'Assemblée générale elle-même a adopté à sa session précédente une résolution qui va dans ce sens (41/202). Il convient donc d'agir de façon concertée, et notamment dans le cadre d'une conférence internationale sur les problèmes monétaires et financiers, mais seule une stratégie hardie permettra d'alléger le fardeau intolérable que le service de la dette fait peser sur les pays en développement. Pareille stratégie ne serait pas sans précédent. On se rappellera que lorsque le Président Suharto est arrivé au pouvoir en Indonésie à la fin des années 60, le pays connaissait une inflation de plus de 1 000 % et était au bord de la faillite. Un différé d'amortissement de trois ans lui a été accordé pour le remboursement du principal et des intérêts. Par la suite, un comité permanent de pays créanciers a consenti que l'Indonésie rembourse le principal en 30 versements annuels égaux et a fixé les intérêts à 3 % au-dessous des taux du marché. On le sait, cette stratégie a porté ses fruits.

72. La proposition du sénateur américain Bill Bradley va également dans ce sens. Elle prévoit notamment l'annulation de 3 % de la dette de certains des pays les moins avancés, la réduction de 3 % des taux d'intérêt sur toute la dette non amortie et l'octroi de nouveaux prêts pour stimuler l'économie des pays débiteurs. Loin d'être l'effet d'une générosité naïve, cette stratégie s'inspire de considérations parfaitement réalistes et mise sur les avantages qu'elle apportera

(M. Mendez, Philippines)

aux pays créanciers comme aux pays débiteurs. Pour ne citer qu'un exemple, il ressort de l'étude déjà mentionnée du Congrès des Etats-Unis que l'endettement des pays d'Amérique latine a causé aux agriculteurs américains une perte en recettes d'exportation cinq fois plus importante que ne l'a fait l'embargo sur la vente de céréales à l'Union soviétique.

73. Il faut donc ne pas craindre de prendre des mesures hardies pour triompher de la crise de l'endettement, et M. Mendez salue à ce propos l'initiative qu'a prise le Japon en adoptant un programme de recyclage de ses excédents en faveur de certains pays.

La séance est levée à 13 h 15.